

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2015 B 04650

Numéro SIREN : 950 026 757

Nom ou dénomination : LES EDITIONS ALBERT RENE

Ce dépôt a été enregistré le 24/05/2022 sous le numéro de dépôt 13718



61 rue Henri Regnault
92075 PARIS LA DEFENSE CEDEX

LES EDITIONS ALBERT RENE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

LES EDITIONS ALBERT RENE
Société à Responsabilité Limitée
RCS : Paris 950 026 757

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'associé unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LES EDITIONS ALBERT RENE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Les paragraphes « Stocks » et « Créances » de la note « Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels exposent les modalités d'évaluation et de dépréciation des stocks et des avances consenties aux auteurs figurant à l'actif du bilan de votre société ;

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables appliquées à ces différentes opérations et des estimations significatives retenues par votre société, nous avons vérifié le bien-fondé de ces méthodes comptables et des informations fournies dans l'annexe, leur correcte application, et apprécié le caractère raisonnable des modalités retenues pour ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incidence de la première application de la recommandation ANC 2013-02 modifiée le 5 novembre 2021 portant sur l'attribution des droits des régimes pour avantages du personnel postérieurs à l'emploi décrite dans la note provisions pour risques et charges de l'annexe des comptes annuels.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Gérante et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressées à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Gérante.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Paris La Défense le 17 mai 2022

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized initial 'G' followed by several horizontal strokes.

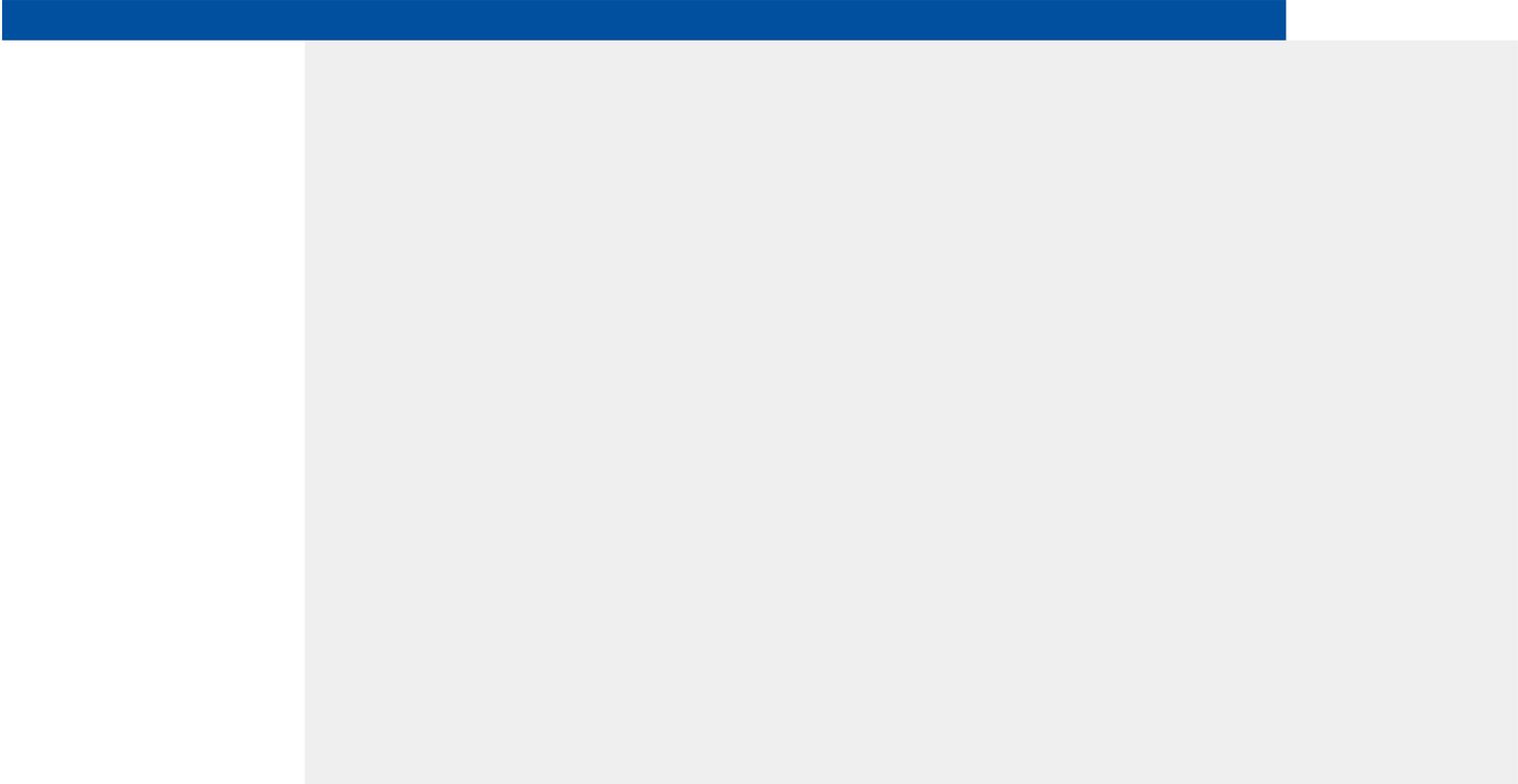
Guillaume DEVAUX

LES EDITIONS ALBERT RENE

58 Rue Jean BLEUZEN

92170 VANVES

Comptes au 31/12/2021



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5
Compte de résultat	6

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Immobilisations	12
Amortissements	13
Provisions et dépréciations	14
Créances et dettes	15
Charges à payer	16
Charges et produits constatés d'avance	17
Produits à recevoir	18
Composition du capital social	19
Ventilation du chiffre d'affaires en K€	20
Charges et produits exceptionnels	21
Engagements hors bilan	22
Situation fiscale différée et latente	23
Effectif moyen	24
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	25

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	5 000 000		5 000 000	5 000 000
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	28 779	28 779		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	19 597	19 597		
Autres immobilisations corporelles	84 864	69 275	15 589	15 806
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	4 158		4 158	4 158
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	5 137 397	117 651	5 019 747	5 019 964
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	43 369	11 282	32 087	22 404
En-cours de production de biens	71 706		71 706	34 256
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	118 971	125 856	-6 885	4 139
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	8 206 079	60 040	8 146 039	2 972 233
Autres créances	17 938 459	71 760	17 866 699	9 866 724
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	92 959		92 959	18 474
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	5 438		5 438	
ACTIF CIRCULANT	26 476 980	268 938	26 208 042	12 918 229
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	31 614 378	386 589	31 227 789	17 938 194

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 184 000)	184 000	184 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	18 400	18 400
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	2 218 056	2 218 056
Report à nouveau	6 496 347	6 287 530
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	9 657 016	2 757 917
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	18 573 819	11 465 902
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	567 096	271 283
Provisions pour charges	158 078	196 060
PROVISIONS	725 174	467 343
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 532 162	1 933 652
Dettes fiscales et sociales	515 299	687 747
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	8 881 335	3 383 549
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	11 928 796	6 004 948
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	31 227 789	17 938 194

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	12 961 107	1 597 001	14 558 109	2 312 003
Production vendue de services	276 638	177 351	453 989	183 868
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	13 237 746	1 774 352	15 012 098	2 495 870
Production stockée			3 241	1 510
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 435 708	318 949
Autres produits			11 528 205	9 763 952
PRODUITS D'EXPLOITATION			27 979 252	12 580 282
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			575 097	68 116
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-20 144	1 797
Autres achats et charges externes			4 111 030	1 638 005
Impôts, taxes et versements assimilés			160 725	137 491
Salaires et traitements			768 694	756 052
Charges sociales			338 460	323 052
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			218	2 124
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			178 006	1 337 382
Dotations aux provisions			328 874	12 466
Autres charges			8 755 383	4 920 846
CHARGES D'EXPLOITATION			15 196 343	9 197 331
RESULTAT D'EXPLOITATION			12 782 909	3 382 951
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			157 239	922 695
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			9 560	11 741
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				550
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			9 560	12 291
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			2	6
Différences négatives de change			1 173	146
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 175	152
RESULTAT FINANCIER			8 385	12 139
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			12 948 533	4 317 784

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	3 291 517	1 559 867
TOTAL DES PRODUITS	28 146 051	13 515 267
TOTAL DES CHARGES	18 489 034	10 757 350
BENEFICE OU PERTE	9 657 016	2 757 917

Annexes

(Règlement n°2014-03 du 4 juin 2014 relatif au plan comptable général)

Les comptes annuels de l'exercice 2021 sont établis conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 relatif au Plan général comptable, dans sa version en vigueur au 31 décembre 2021.

Ne sont produites dans l'Annexe que les notes relatives à des informations dont l'importance est significative.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les coûts d'acquisition des logiciels sont enregistrés à l'actif immobilisé à la rubrique « Autres immobilisations incorporelles » et amortis dans les deux ans.

Les Droits de propriété intellectuelle sont évalués chaque année préférentiellement selon la méthode des flux de trésorerie actualisés. Le test de dépréciation consiste en la comparaison de la valeur nette comptable et de la valeur actuelle, cette dernière étant constituée de la plus élevée de la valeur vénale (montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif) ou de la valeur d'usage (estimation des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif, généralement déterminée en fonction des flux nets de trésorerie attendus).

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont définies, comptabilisées, évaluées et amorties en conformité avec le règlement n° 2014-03.

Le principe de décomposition des immobilisations corporelles basé sur l'approche par composants se traduit par aucune comptabilisation séparée, les immobilisations acquises étant des biens non décomposables.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, à l'exception des installations techniques, matériel et outillage industriels et matériel informatique pour lesquels le mode dégressif a été retenu.

Mode & durée d'amortissement	Durée
- Installations générales, agencements, aménagements divers	10 ans
- Matériel de bureau et matériel informatique	3 ans
- Mobilier	5 ou 10 ans

STOCKS

Les stocks de matières premières sont dépréciés en fonction de leur valeur d'usage.

Les stocks d'en-cours et de produits finis sont évalués au coût de revient et, le cas échéant, dépréciés suivant les règles appliquées dans la profession (pour les produits finis : décision n° 23 du 16 mars 1942, révisée par la lettre ministérielle du 31 juillet 1979 et modifiée par la lettre de Florence Parly du 19 décembre 2000).

Les stocks de marchandises sont valorisés au dernier coût d'achat connu. Du fait de la rotation rapide de ces stocks, la surévaluation qui pourrait en résulter n'est pas significative.

Les dettes correspondantes à ces achats sont inscrites en fournisseurs, factures non parvenues.

CREANCES

Les créances sont retenues pour leur valeur nominale.

Des dépréciations peuvent être constituées si une perte paraît probable.

CREANCES SOCIETES DU GROUPE

Ce poste correspond principalement aux liquidités mises à disposition des sociétés du groupe dans le cadre du système de gestion centralisée de la trésorerie et au compte courant d'intégration fiscale.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les autres provisions pour risques et charges sont constituées en vue de faire face à des pertes ou charges nettement précisées quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours à la date de la clôture rendent probables.

La société LES EDITIONS ALBERT RENE comptabilise les Indemnité De Retraite (IDR) dans ses comptes sociaux.

L'IFRIC (« Comité d'interprétation des normes IFRS ») a adressé en avril 2021 à l'IAS Board (International Accounting Standards Board), pour décision une proposition de modification de la manière de calculer les engagements relatifs à certains régimes à prestations définies, dont les IDR. L'IAS Board a validé cette position début juin 2021.

La modification porte sur l'étalement des engagements qui jusqu'ici se faisait, selon la pratique actuarielle, sur la carrière entière des salariés. L'IFRIC considère que, à partir du moment où, d'une part, aucun droit n'est acquis en cas de départ avant l'âge de la retraite et, d'autre part, les droits plafonnent après un certain nombre d'années d'ancienneté (N), l'étalement devrait se faire sur les N dernières années de carrière du salarié dans l'entreprise qui lui confèrent les droits au moment du départ.

Cette nouvelle méthode de calcul a une incidence sur les IDR comptabilisées sur les exercices antérieurs, ainsi une correction a été réalisée au bilan d'ouverture de l'exercice 2021, pour un montant de 50 900.00€ . Cette correction a été matérialisée par le débit du compte de provision IDR et par le crédit du compte report à nouveau.

Les engagements de la société au titre des indemnités de fin de carrière sont calculés dans le respect des principes français (recommandation n°2003-R.01 du 1^{er} avril 2003 sur les engagements de retraite). Nous retenons comme principe un départ à l'initiative du salarié, l'indemnité est calculée selon la convention collective de la société.

Le taux d'actualisation retenu pour l'évaluation de la provision, à la clôture de l'exercice, est 0.90 % au 31 décembre 2021. L'écart actuariel est enregistré dans les charges de la période.

Les autres hypothèses actuarielles retenues à la clôture de l'exercice sont les suivantes :

- Age moyen de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de croissance moyen des salaires : 2,5% l'an

DETTES SOCIETES DU GROUPE

Ce poste correspond principalement aux liquidités mises à disposition des sociétés du groupe dans le cadre du système de gestion centralisée de la trésorerie et au compte courant d'intégration fiscale.

REMUNERATIONS DES ORGANES DE DIRECTION

Cette information n'est pas fournie car elle conduirait à indiquer une rémunération individuelle.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008)

L'information sur les honoraires des commissaires aux comptes n'est pas donnée car elle est indiquée dans l'annexe aux comptes consolidés de la société Lagardère SCA.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Les transactions que la société réalise avec des parties liées, détenues ou non en quasi-totalité, rentrent dans le cadre du cours normal de ses activités.

CONVENTION D'INTEGRATION FISCALE

Pour la détermination de la dette d'impôt (IS, contributions), le résultat fiscal de la société est déterminé comme si elle était imposée séparément, et dans les mêmes conditions que si elle n'appartenait pas au groupe d'intégration fiscale.

Les éventuels déficits fiscaux dégagés par la société, avant comme pendant la période d'intégration ne peuvent pas faire l'objet d'un report en arrière sur les bénéfices fiscaux transmis au groupe.

La société s'engage à payer à Lagardère les acomptes d'IS et de contribution, le solde d'IS et de contribution dans les mêmes échéances que s'ils étaient payés au Trésor Public.

En 2021, le marché mondial de l'édition a été touché par la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19.

Dans ce contexte les éditions ALBERT RENE enregistre une augmentation du chiffre d'affaires global de 501 % en comparaison avec 2020 (année avec sortie de BD).

Les formats digitaux ont enregistré une hausse de leur chiffre d'affaires de 16.23 % (comparaison avec 2020).

Les plans d'économies mis en place dès le début de la crise de la Covid19 ont contribué à maintenir le résultat opérationnel à la hausse.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 028 779		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	19 597		
Installations générales, agenc., aménag.	11 861		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	58 002		
Emballages récupérables et divers	15 000		
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	4 158		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	108 618		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
TOTAL GENERAL	5 137 397		

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			5 028 779	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			19 597	
Installations générales, agencements divers			11 861	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			58 002	
Emballages récupérables et divers			15 000	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes			4 158	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			108 618	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
TOTAL GENERAL			5 137 397	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	28 779			28 779
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	19 597			19 597
Installations générales, agenc. et aménag. divers	11 861			11 861
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	57 196	218		57 414
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	88 654	218		88 872
TOTAL GENERAL	117 433	218		117 651

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	145 160	23 874	10 956	158 078
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	271 283	305 000	9 187	567 096
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	467 343	328 874	20 143	725 174
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	149 861	137 138	149 861	137 138
Dépréciations comptes clients	1 207 926	2 114	1 150 000	60 040
Autres dépréciations	61 318	38 754	28 313	71 760
DEPRECIATIONS	1 419 105	178 006	1 328 174	268 938
TOTAL GENERAL	1 886 448	506 880	1 348 317	994 112
Dotations et reprises d'exploitation		506 880	1 348 317	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux	77 430	77 430	
Autres créances clients	8 128 650	8 128 650	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	172 714	172 714	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	91 936	91 936	
Groupe et associés	17 552 218	17 552 218	
Débiteurs divers	121 591	47 831	73 760
Charges constatées d'avance	5 438	5 438	
TOTAL GENERAL	26 149 976	26 076 217	73 760
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 532 162	2 532 162		
Personnel et comptes rattachés	178 318	178 318		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	220 547	220 547		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	10 114	10 114		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	106 320	106 320		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	1 816 564	1 816 564		
Autres dettes	7 064 771	7 064 771		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	11 928 796	11 928 796		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
408101	FOURNISS.FACTURES NON PARVENUES	759 524,81	1 481 660,59	-722 135,78
408105	FOURNISS.FACT.N/PARVENUES PAPIER	5 791,66	5 829,63	-37,97
408109	FOURNISS.FACT.N/PARVENUES CAPR	115 420,34	133 526,70	-18 106,36
408902	FOURN. FACT.NON PARVENUES DIVERS SG		50 388,24	-50 388,24
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		880 736,81	1 671 405,16	-790 668,35
AUTRES DETTES				
419802	AVOIRS A ETABLIR STES GROUPE		284,10	-284,10
TOTAL AUTRES DETTES			284,10	-284,10
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428201	DETTES PROV. POUR CONGES A PAYER	80 765,23	88 003,35	-7 238,12
428600	PERSONNEL CH.A PAYER GRATIFICATION	97 552,50	82 000,00	15 552,50
438201	PROV.CHARGES SOCIALES/CONGES PAYES	39 769,75	43 457,86	-3 688,11
438601	ORGANISMES SOCIAUX CHARGES A PAYER	48 700,00	41 000,00	7 700,00
448601	ETAT CHARGES A PAYER	13 474,81		13 474,81
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		280 262,29	254 461,21	25 801,08
TOTAL CHARGES A PAYER		1 160 999,10	1 926 150,47	-765 151,37

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486101	CHARGES COMPTABILISEES D'AVANCE	5 438,00		5 438,00
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		5 438,00		5 438,00

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418101	CLIENTS.FACTURES A ETABLIR	7 686,60	2 200 000,00	-2 192 313,40
418102	CLIENTS FRES A ETABLIR STES GR	39 844,80	41 794,80	-1 950,00
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		47 531,40	2 241 794,80	-2 194 263,40
AUTRES CREANCES				
409802	FOURNISS.R.R.R.A OBTENIR GROUPE		122,02	-122,02
448701	ETAT PRODUITS A RECEVOIR	91 936,36		91 936,36
TOTAL AUTRES CREANCES		91 936,36	122,02	91 814,34
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		139 467,76	2 241 916,82	-2 102 449,06

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	2 000			92

Exprimé en €

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	%
VENTES	12 961	1 597	14 558	2 312	529,67 %
PRESTATIONS DE SERVICES	276	177	453	184	146,20 %
TOTAL	13 237	1 774	15 011	2 496	501,40 %

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
--------------------	---------	----------------------

--	--	--

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
---------------------	---------	----------------------

--	--	--

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Autre engagements donnés :	
Indemnités de départ à la retraite et autres pour personnel en activité	
Marchandises en dépôt	
TOTAL	

ENGAGEMENTS DE DEPART A LA RETRAITE

Les engagements de la société au titre des indemnités de fin de carrière ont été calculés dans le respect des principes français (recommandation CNC n° 2003-R-01 du 1er avril 2003 sur les engagements de retraite).

Nous retenons comme principe un départ à l'initiative du salarié, l'indemnité est calculée selon la convention collective de la société.

Le taux d'actualisation retenu pour l'évaluation de l'engagement à la clôture de l'exercice 2021 est 0,90 %.

Les autres hypothèses actuarielles retenues à la clôture de l'exercice sont les suivantes :

- Age moyen de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de croissance moyen des salaires : 2,5 % L'an.

La société Les Éditions Albert-René mentionne les Indemnité De Retraite (IDR) dans ses engagements.

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR : Provisions réglementaires : Provisions pour hausse de prix Provisions pour fluctuation des cours Provisions pour investissements Amortissements dérogatoires Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR : Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) : Congés payés Participation des salariés Autres A déduire ultérieurement : Provisions pour propre assureur Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	
IMPOT DU SUR : Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR : Déficits reportables Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
CADRES	9	
AGENTS DE MAITRISE	1	
EMPLOYES	1	
TOTAL	11	

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
LAGARDERE - 4, rue de Presbourg 75116 Paris N°SIRET 320 366 446 000 13 Les états financiers consolidés sont disponibles à l'adresse ci-dessus.	S.A.	860 913 045	100,00 %

LES ÉDITIONS ALBERT RENÉ
Société à responsabilité limitée au capital de 184.000 euros
Siège social : 58, rue Jean Bleuzen - 92170 Vanves
950 026 757 RCS Nanterre

DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE DU 17 MAI 2022
EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

DEUXIEME DECISION (Affectation du résultat)

L'associée unique constate que :

- le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2021, soit	9 657 016,24 €
- augmenté du report à nouveau antérieur bénéficiaire de	6 445 446,86 €
- détermine un bénéfice distribuable de	16 102 463,10 €

et décide, sur proposition de la Gérante, de l'affecter ainsi qu'il suit :

- versement d'un dividende unitaire de 6 800 € pour chacune des 2.000 parts sociales composant le capital social, soit un montant de	13 600 000,00 €
- affectation du solde au report à nouveau, soit	2 502 463,10 €

L'associée unique prend acte que le dividende de 13 600 000 € ne bénéficiera pas de l'abattement applicable aux personnes physiques domiciliées fiscalement en France, conformément aux dispositions de l'article 158.3.2° du Code général des impôts, dans la mesure où l'associée unique est une personne morale. Ce dividende sera mis en paiement à l'issue de la présente décision.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'associée unique prend acte que les dividendes mis en distribution et les revenus distribués au titre des trois derniers exercices précédant l'exercice 2019 ont été les suivants :

Exercice	Dividende total versé (en €)	Dividende éligible à l'abattement (art. 158.3.2° du CGI) (en €)	Dividende non éligible à l'abattement (en €)
2018	2.200.000	2.200.000	-
2019	6.200.000	6.200.000	-
2020	2.600.000	2.600.000	

CINQUIEME DECISION (Pouvoirs en vue des formalités)

L'associée unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original des présentes, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, ainsi qu'à la société "LES PETITES AFFICHES", une marque de la société LEXTENSO dont le siège social est à Paris- La Défense, La Grande Arche, Paroi Nord, 1 Parvis de La Défense (92044), afin de procéder et ce, y compris par voie dématérialisée avec signature électronique, aux formalités de dépôt et de publicité qui s'imposent, notamment au Registre du Commerce et des Sociétés du ressort du siège social de la Société.

**POUR EXTRAIT CERTIFIE
CONFORME
La Gérante
Madame Isabelle MAGNAC**





61 rue Henri Regnault
92075 PARIS LA DEFENSE CEDEX

LES EDITIONS ALBERT RENE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

LES EDITIONS ALBERT RENE
Société à Responsabilité Limitée
RCS : Paris 950 026 757

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'associé unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LES EDITIONS ALBERT RENE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Les paragraphes « Stocks » et « Créances » de la note « Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels exposent les modalités d'évaluation et de dépréciation des stocks et des avances consenties aux auteurs figurant à l'actif du bilan de votre société ;

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables appliquées à ces différentes opérations et des estimations significatives retenues par votre société, nous avons vérifié le bien-fondé de ces méthodes comptables et des informations fournies dans l'annexe, leur correcte application, et apprécié le caractère raisonnable des modalités retenues pour ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incidence de la première application de la recommandation ANC 2013-02 modifiée le 5 novembre 2021 portant sur l'attribution des droits des régimes pour avantages du personnel postérieurs à l'emploi décrite dans la note provisions pour risques et charges de l'annexe des comptes annuels.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Gérante et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressées à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Gérante.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Paris La Défense le 17 mai 2022

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'G' followed by several horizontal strokes.

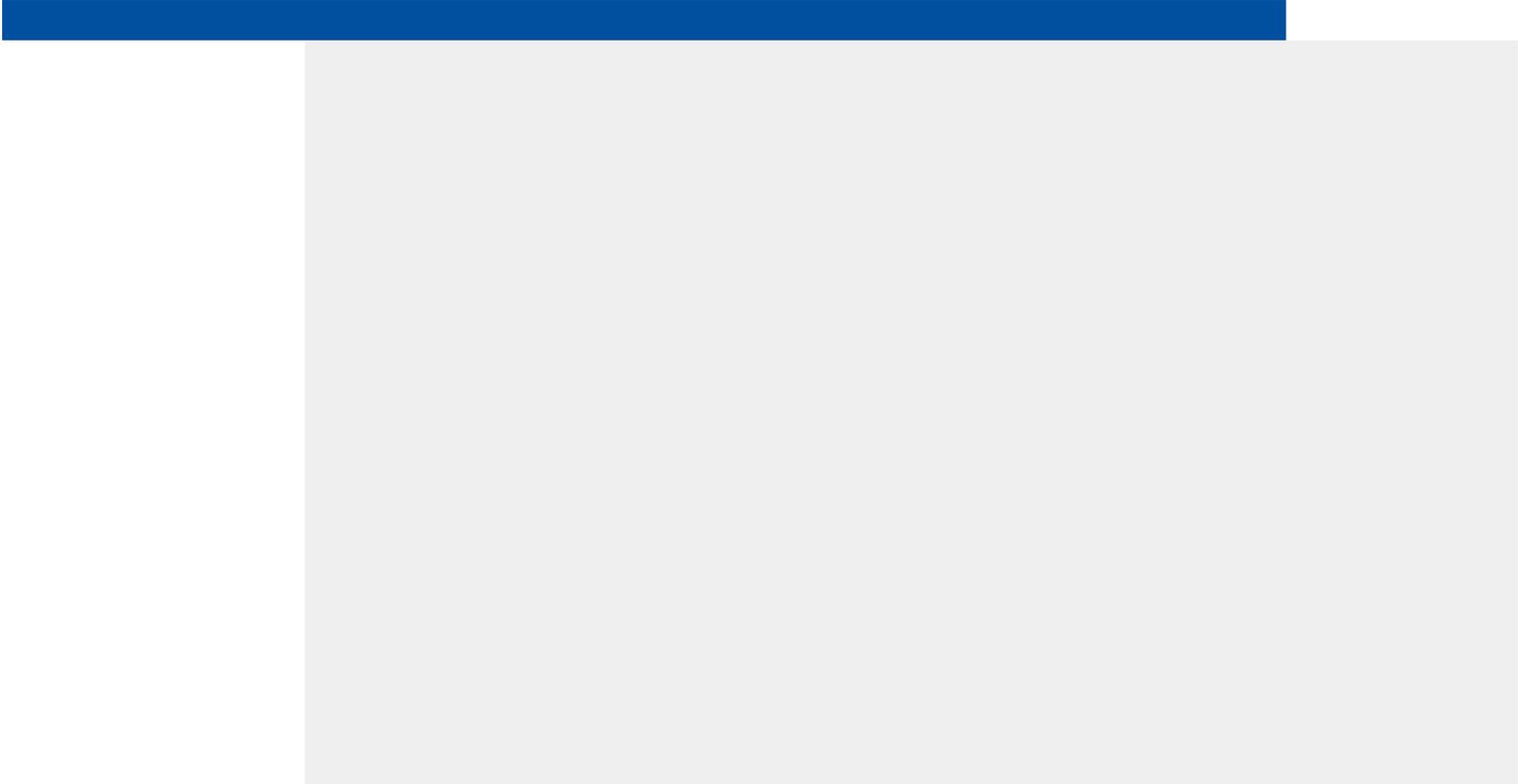
Guillaume DEVAUX

LES EDITIONS ALBERT RENE

58 Rue Jean BLEUZEN

92170 VANVES

Comptes au 31/12/2021



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5
Compte de résultat	6

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Immobilisations	12
Amortissements	13
Provisions et dépréciations	14
Créances et dettes	15
Charges à payer	16
Charges et produits constatés d'avance	17
Produits à recevoir	18
Composition du capital social	19
Ventilation du chiffre d'affaires en K€	20
Charges et produits exceptionnels	21
Engagements hors bilan	22
Situation fiscale différée et latente	23
Effectif moyen	24
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	25

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	5 000 000		5 000 000	5 000 000
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	28 779	28 779		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	19 597	19 597		
Autres immobilisations corporelles	84 864	69 275	15 589	15 806
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	4 158		4 158	4 158
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	5 137 397	117 651	5 019 747	5 019 964
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	43 369	11 282	32 087	22 404
En-cours de production de biens	71 706		71 706	34 256
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	118 971	125 856	-6 885	4 139
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	8 206 079	60 040	8 146 039	2 972 233
Autres créances	17 938 459	71 760	17 866 699	9 866 724
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	92 959		92 959	18 474
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	5 438		5 438	
ACTIF CIRCULANT	26 476 980	268 938	26 208 042	12 918 229
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	31 614 378	386 589	31 227 789	17 938 194

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 184 000)	184 000	184 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	18 400	18 400
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	2 218 056	2 218 056
Report à nouveau	6 496 347	6 287 530
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	9 657 016	2 757 917
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	18 573 819	11 465 902
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	567 096	271 283
Provisions pour charges	158 078	196 060
PROVISIONS	725 174	467 343
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 532 162	1 933 652
Dettes fiscales et sociales	515 299	687 747
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	8 881 335	3 383 549
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	11 928 796	6 004 948
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	31 227 789	17 938 194

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	12 961 107	1 597 001	14 558 109	2 312 003
Production vendue de services	276 638	177 351	453 989	183 868
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	13 237 746	1 774 352	15 012 098	2 495 870
Production stockée			3 241	1 510
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 435 708	318 949
Autres produits			11 528 205	9 763 952
PRODUITS D'EXPLOITATION			27 979 252	12 580 282
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			575 097	68 116
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-20 144	1 797
Autres achats et charges externes			4 111 030	1 638 005
Impôts, taxes et versements assimilés			160 725	137 491
Salaires et traitements			768 694	756 052
Charges sociales			338 460	323 052
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			218	2 124
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			178 006	1 337 382
Dotations aux provisions			328 874	12 466
Autres charges			8 755 383	4 920 846
CHARGES D'EXPLOITATION			15 196 343	9 197 331
RESULTAT D'EXPLOITATION			12 782 909	3 382 951
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			157 239	922 695
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			9 560	11 741
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				550
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			9 560	12 291
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			2	6
Différences négatives de change			1 173	146
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 175	152
RESULTAT FINANCIER			8 385	12 139
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			12 948 533	4 317 784

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	3 291 517	1 559 867
TOTAL DES PRODUITS	28 146 051	13 515 267
TOTAL DES CHARGES	18 489 034	10 757 350
BENEFICE OU PERTE	9 657 016	2 757 917

Annexes

(Règlement n°2014-03 du 4 juin 2014 relatif au plan comptable général)

Les comptes annuels de l'exercice 2021 sont établis conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 relatif au Plan général comptable, dans sa version en vigueur au 31 décembre 2021.

Ne sont produites dans l'Annexe que les notes relatives à des informations dont l'importance est significative.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les coûts d'acquisition des logiciels sont enregistrés à l'actif immobilisé à la rubrique « Autres immobilisations incorporelles » et amortis dans les deux ans.

Les Droits de propriété intellectuelle sont évalués chaque année préférentiellement selon la méthode des flux de trésorerie actualisés. Le test de dépréciation consiste en la comparaison de la valeur nette comptable et de la valeur actuelle, cette dernière étant constituée de la plus élevée de la valeur vénale (montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif) ou de la valeur d'usage (estimation des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif, généralement déterminée en fonction des flux nets de trésorerie attendus).

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont définies, comptabilisées, évaluées et amorties en conformité avec le règlement n° 2014-03.

Le principe de décomposition des immobilisations corporelles basé sur l'approche par composants se traduit par aucune comptabilisation séparée, les immobilisations acquises étant des biens non décomposables.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, à l'exception des installations techniques, matériel et outillage industriels et matériel informatique pour lesquels le mode dégressif a été retenu.

Mode & durée d'amortissement	Durée
- Installations générales, agencements, aménagements divers	10 ans
- Matériel de bureau et matériel informatique	3 ans
- Mobilier	5 ou 10 ans

STOCKS

Les stocks de matières premières sont dépréciés en fonction de leur valeur d'usage.

Les stocks d'en-cours et de produits finis sont évalués au coût de revient et, le cas échéant, dépréciés suivant les règles appliquées dans la profession (pour les produits finis : décision n° 23 du 16 mars 1942, révisée par la lettre ministérielle du 31 juillet 1979 et modifiée par la lettre de Florence Parly du 19 décembre 2000).

Les stocks de marchandises sont valorisés au dernier coût d'achat connu. Du fait de la rotation rapide de ces stocks, la surévaluation qui pourrait en résulter n'est pas significative.

Les dettes correspondantes à ces achats sont inscrites en fournisseurs, factures non parvenues.

CREANCES

Les créances sont retenues pour leur valeur nominale.

Des dépréciations peuvent être constituées si une perte paraît probable.

CREANCES SOCIETES DU GROUPE

Ce poste correspond principalement aux liquidités mises à disposition des sociétés du groupe dans le cadre du système de gestion centralisée de la trésorerie et au compte courant d'intégration fiscale.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les autres provisions pour risques et charges sont constituées en vue de faire face à des pertes ou charges nettement précisées quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours à la date de la clôture rendent probables.

La société LES EDITIONS ALBERT RENE comptabilise les Indemnité De Retraite (IDR) dans ses comptes sociaux.

L'IFRIC (« Comité d'interprétation des normes IFRS ») a adressé en avril 2021 à l'IAS Board (International Accounting Standards Board), pour décision une proposition de modification de la manière de calculer les engagements relatifs à certains régimes à prestations définies, dont les IDR. L'IAS Board a validé cette position début juin 2021.

La modification porte sur l'étalement des engagements qui jusqu'ici se faisait, selon la pratique actuarielle, sur la carrière entière des salariés. L'IFRIC considère que, à partir du moment où, d'une part, aucun droit n'est acquis en cas de départ avant l'âge de la retraite et, d'autre part, les droits plafonnent après un certain nombre d'années d'ancienneté (N), l'étalement devrait se faire sur les N dernières années de carrière du salarié dans l'entreprise qui lui confèrent les droits au moment du départ.

Cette nouvelle méthode de calcul a une incidence sur les IDR comptabilisées sur les exercices antérieurs, ainsi une correction a été réalisée au bilan d'ouverture de l'exercice 2021, pour un montant de 50 900.00€ . Cette correction a été matérialisée par le débit du compte de provision IDR et par le crédit du compte report à nouveau.

Les engagements de la société au titre des indemnités de fin de carrière sont calculés dans le respect des principes français (recommandation n°2003-R.01 du 1^{er} avril 2003 sur les engagements de retraite). Nous retenons comme principe un départ à l'initiative du salarié, l'indemnité est calculée selon la convention collective de la société.

Le taux d'actualisation retenu pour l'évaluation de la provision, à la clôture de l'exercice, est 0.90 % au 31 décembre 2021. L'écart actuariel est enregistré dans les charges de la période.

Les autres hypothèses actuarielles retenues à la clôture de l'exercice sont les suivantes :

- Age moyen de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de croissance moyen des salaires : 2,5% l'an

DETTES SOCIETES DU GROUPE

Ce poste correspond principalement aux liquidités mises à disposition des sociétés du groupe dans le cadre du système de gestion centralisée de la trésorerie et au compte courant d'intégration fiscale.

REMUNERATIONS DES ORGANES DE DIRECTION

Cette information n'est pas fournie car elle conduirait à indiquer une rémunération individuelle.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008)

L'information sur les honoraires des commissaires aux comptes n'est pas donnée car elle est indiquée dans l'annexe aux comptes consolidés de la société Lagardère SCA.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Les transactions que la société réalise avec des parties liées, détenues ou non en quasi-totalité, rentrent dans le cadre du cours normal de ses activités.

CONVENTION D'INTEGRATION FISCALE

Pour la détermination de la dette d'impôt (IS, contributions), le résultat fiscal de la société est déterminé comme si elle était imposée séparément, et dans les mêmes conditions que si elle n'appartenait pas au groupe d'intégration fiscale.

Les éventuels déficits fiscaux dégagés par la société, avant comme pendant la période d'intégration ne peuvent pas faire l'objet d'un report en arrière sur les bénéfices fiscaux transmis au groupe.

La société s'engage à payer à Lagardère les acomptes d'IS et de contribution, le solde d'IS et de contribution dans les mêmes échéances que s'ils étaient payés au Trésor Public.

En 2021, le marché mondial de l'édition a été touché par la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19.

Dans ce contexte les éditions ALBERT RENE enregistre une augmentation du chiffre d'affaires global de 501 % en comparaison avec 2020 (année avec sortie de BD).

Les formats digitaux ont enregistré une hausse de leur chiffre d'affaires de 16.23 % (comparaison avec 2020).

Les plans d'économies mis en place dès le début de la crise de la Covid19 ont contribué à maintenir le résultat opérationnel à la hausse.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 028 779		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	19 597		
Installations générales, agenc., aménag.	11 861		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	58 002		
Emballages récupérables et divers	15 000		
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	4 158		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	108 618		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
TOTAL GENERAL	5 137 397		

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			5 028 779	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			19 597	
Installations générales, agencements divers			11 861	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			58 002	
Emballages récupérables et divers			15 000	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes			4 158	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			108 618	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
TOTAL GENERAL			5 137 397	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	28 779			28 779
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	19 597			19 597
Installations générales, agenc. et aménag. divers	11 861			11 861
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	57 196	218		57 414
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	88 654	218		88 872
TOTAL GENERAL	117 433	218		117 651

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	145 160	23 874	10 956	158 078
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	271 283	305 000	9 187	567 096
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	467 343	328 874	20 143	725 174
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	149 861	137 138	149 861	137 138
Dépréciations comptes clients	1 207 926	2 114	1 150 000	60 040
Autres dépréciations	61 318	38 754	28 313	71 760
DEPRECIATIONS	1 419 105	178 006	1 328 174	268 938
TOTAL GENERAL	1 886 448	506 880	1 348 317	994 112
Dotations et reprises d'exploitation		506 880	1 348 317	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux	77 430	77 430	
Autres créances clients	8 128 650	8 128 650	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	172 714	172 714	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	91 936	91 936	
Groupe et associés	17 552 218	17 552 218	
Débiteurs divers	121 591	47 831	73 760
Charges constatées d'avance	5 438	5 438	
TOTAL GENERAL	26 149 976	26 076 217	73 760
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 532 162	2 532 162		
Personnel et comptes rattachés	178 318	178 318		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	220 547	220 547		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	10 114	10 114		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	106 320	106 320		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	1 816 564	1 816 564		
Autres dettes	7 064 771	7 064 771		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	11 928 796	11 928 796		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
408101	FOURNISS.FACTURES NON PARVENUES	759 524,81	1 481 660,59	-722 135,78
408105	FOURNISS.FACT.N/PARVENUES PAPIER	5 791,66	5 829,63	-37,97
408109	FOURNISS.FACT.N/PARVENUES CAPR	115 420,34	133 526,70	-18 106,36
408902	FOURN. FACT.NON PARVENUES DIVERS SG		50 388,24	-50 388,24
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		880 736,81	1 671 405,16	-790 668,35
AUTRES DETTES				
419802	AVOIRS A ETABLIR STES GROUPE		284,10	-284,10
TOTAL AUTRES DETTES			284,10	-284,10
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428201	DETTES PROV. POUR CONGES A PAYER	80 765,23	88 003,35	-7 238,12
428600	PERSONNEL CH.A PAYER GRATIFICATION	97 552,50	82 000,00	15 552,50
438201	PROV.CHARGES SOCIALES/CONGES PAYES	39 769,75	43 457,86	-3 688,11
438601	ORGANISMES SOCIAUX CHARGES A PAYER	48 700,00	41 000,00	7 700,00
448601	ETAT CHARGES A PAYER	13 474,81		13 474,81
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		280 262,29	254 461,21	25 801,08
TOTAL CHARGES A PAYER		1 160 999,10	1 926 150,47	-765 151,37

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486101	CHARGES COMPTABILISEES D'AVANCE	5 438,00		5 438,00
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		5 438,00		5 438,00

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418101	CLIENTS.FACTURES A ETABLIR	7 686,60	2 200 000,00	-2 192 313,40
418102	CLIENTS FRES A ETABLIR STES GR	39 844,80	41 794,80	-1 950,00
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		47 531,40	2 241 794,80	-2 194 263,40
AUTRES CREANCES				
409802	FOURNISS.R.R.R.A OBTENIR GROUPE		122,02	-122,02
448701	ETAT PRODUITS A RECEVOIR	91 936,36		91 936,36
TOTAL AUTRES CREANCES		91 936,36	122,02	91 814,34
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		139 467,76	2 241 916,82	-2 102 449,06

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	2 000			92

Exprimé en €

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	%
VENTES	12 961	1 597	14 558	2 312	529,67 %
PRESTATIONS DE SERVICES	276	177	453	184	146,20 %
TOTAL	13 237	1 774	15 011	2 496	501,40 %

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
--------------------	---------	----------------------

--	--	--

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
---------------------	---------	----------------------

--	--	--

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Autre engagements donnés :	
Indemnités de départ à la retraite et autres pour personnel en activité	
Marchandises en dépôt	
TOTAL	

ENGAGEMENTS DE DEPART A LA RETRAITE

Les engagements de la société au titre des indemnités de fin de carrière ont été calculés dans le respect des principes français (recommandation CNC n° 2003-R-01 du 1er avril 2003 sur les engagements de retraite).

Nous retenons comme principe un départ à l'initiative du salarié, l'indemnité est calculée selon la convention collective de la société.

Le taux d'actualisation retenu pour l'évaluation de l'engagement à la clôture de l'exercice 2021 est 0,90 %.

Les autres hypothèses actuarielles retenues à la clôture de l'exercice sont les suivantes :

- Age moyen de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de croissance moyen des salaires : 2,5 % L'an.

La société Les Éditions Albert-René mentionne les Indemnité De Retraite (IDR) dans ses engagements.

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR : Provisions réglementaires : Provisions pour hausse de prix Provisions pour fluctuation des cours Provisions pour investissements Amortissements dérogatoires Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR : Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) : Congés payés Participation des salariés Autres A déduire ultérieurement : Provisions pour propre assureur Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	
IMPOT DU SUR : Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR : Déficits reportables Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
CADRES	9	
AGENTS DE MAITRISE	1	
EMPLOYES	1	
TOTAL	11	

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
LAGARDERE - 4, rue de Presbourg 75116 Paris N°SIRET 320 366 446 000 13 Les états financiers consolidés sont disponibles à l'adresse ci-dessus.	S.A.	860 913 045	100,00 %